



CATHOLIC RELIEF SERVICES – PROGRAM

Appel à proposition pour la remise en état et renforcement du SAEP au centre-ville de Camp Perrin

CRS/CAY-REL/WSH_FY22-002

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
I. INTRODUCTION.....	4
II. OBJET DE LA DEMANDE	5
III. DESCRIPTION TECHNIQUE DES TRAVAUX A REALISER ET ACTIVITES PREVUES	5
IV. SITES D'INTERVENTION	6
Bref diagnostique de l'état de SAEP Camp-Perrin.....	6
A. Le captage.....	6
B. Ligne d'Adduction	6
C. Réservoirs.....	6
D. Ligne de distribution	7
V. CONTEXTE.....	7
VI. INSTALLATION DU CHANTIER.....	8
VII. MATERIAUX ET PRINCIPES A RESPECTER	8
A. Instructions Générales	8
B. Instructions spécifiques par rapport à la Fouille. - (au cas où cela s'applique)	8
C. Instructions spécifiques par rapport au Mortier. - (au cas où cela s'applique)	9
D. Espacement des armatures : (au cas où cela s'applique).....	9
E. Dimensionnement des éléments de structures et dosage béton (au cas où cela s'applique)	9
VIII. PRECAUTIONS A PRENDRE LORS DES INSTALLATIONS DES CONDUITES	10
A. Installation des conduites d'eau potable.....	10
B. Ouvertures des Tranchées	10
C. La remise en état des lieux	11
D. Étalements	12
E. Drainage des chantiers de pose de conduite et gestion des eaux.....	12
F. Pose de conduite.....	13
G. Tuyauteries (type et recommandations techniques de mise en œuvre)	14
Enrobage des conduites.....	14
H. Lit de pose sous conduites.....	14
I. Enrobage initial	14
Traversée de ravine sous terrain et terrain rocheux	15
J. Traverse de ravine en hauteur.....	15
K. Protection en terrain de forte pente	15
L. Bornes de repérage	15
Désinfection des conduites.....	15
Test de pression dans les conduites.....	16
Enregistrement des essais	16
Montages accessoires	17
M.Montage des accessoires (vannes, vidange, compteur de production).....	17
N. Couvercles métalliques et cadenas	17
O. Comptage.....	17
IX. VISITE OBLIGATOIRE DU SITE DES TRAVAUX	18
X. DELAI D'EXECUTION ET RECEPTION DES TRAVAUX	18
XI. LES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	19
XII. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU CONTRACTANT	19
XIII. PÉNALITÉS	20
XIV. SIGNATURE DE CONTRAT	20
XV. PROLONGATION DE CONTRAT	20
XVI. RÉSILIATION DE CONTRAT	21
XVII. CONFLIT D'INTÉRÊT	21

XVIII. MODALITES DE PAIEMENT	21
A. CALENDRIER DE PAIEMENT	21
B. SOUMISSION DES FACTURES	22
XIX. COMPOSITION DE L'OFFRE	23
XX. L'OFFRE TECHNIQUE	23
XXI. L'OFFRE FINANCIERE.....	24
XXII. CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES TECHNIQUES ET FINANCIERES	25
L'Offre Technique	25
L'Offre Financière	25
XXIII. TABULATION DES OFFRES	25
A. Tableau résumant l'évaluation de l'offre	25
B. Notes Considération Générales	26
XXIV. SOUMISSION DES OFFRES	26
PRESENTATION DE L'OFFRE	26
XXV. ANNEXE.....	28
A. DESSIN PLAN SAEP CAMP PERRIN.....	28
B. DEVIS DETAILLE SAEP CAMP PERRIN	29
C. ANNEXE C.1- FORMULAIRE DE GARANTIE DE BONNE EXECUTION ET FORMULAIRE DE GARANTIE DE PAIEMENT ANTICIPE	29
D. MODELE DE CV.....	29
E. CRS-CONTRACT FROM 001 BILINGUAL CONSTRUCTION	29
F. FORMAT DE PRESENTATION DE L'OFFRE	29

I. INTRODUCTION

La ville des Cayes, Arrondissement de la ville de Camp-Perrin est la troisième plus grande ville du pays et compte plus de 86,000 habitants (Réf. IHSI 2013). Cependant Camp-Perrin (créole haïtien : Kanperen) une commune de l'arrondissement des Cayes, chef-lieu du département du Sud de la République d'Haïti ; elle s'étend sur une superficie de 151,42 km², soit environ 10 000 carreaux ou encore 160 000 seizièmes ou vingt-cinq. En 2009, sa population était estimée à plus de 40 000 habitants. L'arrondissement d'une manière générale elle fait face à de nombreux types de chocs environnementaux ; notamment des risques sismiques, d'inondation, d'érosion et de glissement de terrains. L'arrondissement fut dévastée par l'ouragan Matthew en 2016 et subit des inondations et des glissements de terrain majeurs entraînant la mort de centaines de personnes quatre années plus tard , la région Sud , notamment Cayes , Camp-Perin et les autres villes avoisinantes connaît un tremblement de terre d'une magnitude de 7,2 à une profondeur de 10,0 km (6,21 miles) s'est produit à 13 km au sud-sud-est de Petit Trou de Nippes, en Haïti, comme l'a rapporté le National Earthquake Information Center (NEIC) de l'United States Geological Survey (USGS) le 14 août 2021, 16:02:56 GMT. Sur la base des données préliminaires, des tremblements de terre de cette faible profondeur et de cette magnitude devraient entraîner des secousses modérées et sévères à moins de 245,0 km (152,24 miles) de l'épicentre. Le système américain d'alerte aux tsunamis a émis une alerte au tsunami qui a ensuite été annulée. Aucune menace de tsunami n'est attendue.

Le tremblement de terre a frappé pendant une crise politique actuelle, qui se poursuit depuis que le président d'Haïti a été assassiné le 7 juillet 2021. En outre, selon le Centre national des ouragans, la tempête tropicale Grace, qui s'est formée dans les Caraïbes orientales le même matin, est sur une trajectoire vers Haïti avec un possible atterrissage le mardi 17 août 2021.

La majorité des habitants de la région vivent dans des conditions très précaires et sont d'autant plus vulnérables à ces risques. En effet, les populations pauvres sont les plus touchées par les catastrophes naturelles car elles vivent dans un habitat inadapté (zones inondables, terrains instables). La population à risque d'inondation est actuellement estimée à 43 000 habitants, soit la moitié des habitants de la ville et ce chiffre risque d'augmenter dans les années à venir avec la croissance de la population haïtienne, et particulièrement celle en zones urbaines.

Malheureusement, les infrastructures et services de base nécessaires à la réduction des risques environnementaux sont absents ou n'existent que dans des conditions extrêmement précaires. L'arrondissement ne dispose notamment pas d'un site contrôlé de décharge des déchets et doit renforcer de manière urgente ses infrastructures de drainage, de gestion des eaux usées et d'éclairage. Ce déficit est une grande lacune qui empêche l'arrondissement de se moderniser et de devenir un centre urbain majeur. De plus le manque d'infrastructure de drainage rend l'évacuation des eaux de pluie difficile et augmente le risque d'inondation et de tassement de sol. Ces infrastructures de base doivent être construites afin de mitiger les effets dévastateurs des catastrophes naturelles.

Bien que plusieurs interventions de développement de cartographie de risques aient déjà été menées au niveau du pays et de la ville des Cayes, Camp-Perrin en particulier, celles-ci n'ont pas été réalisées avec la participation active des populations vulnérables qu'elles cherchent à protéger. Les zones précaires doivent être étudiées de manière détaillée avec la participation de la communauté afin de s'assurer que tous les risques sont à la fois connus et partagés avec les habitants. Malheureusement les interventions liées à la réduction de risques en Haïti sont souvent dispersées et manquent de coordination. Aujourd'hui, le Gouvernement Haïtien, les autorités locales et les membres de la communauté n'ont pas la même compréhension des ressources qui sont à leur disponibilité et qui pourraient atténuer les risques de catastrophes. Plusieurs acteurs ont une compréhension faible de leur rôle ainsi que celui des autres à jouer pour atténuer les risques et gérer les désastres. Cette méconnaissance des rôles respectifs empêche une gestion coordonnée des mitigations de risques et pourrait nuire à une intervention d'urgence rapide et efficace.

II. OBJET DE LA DEMANDE

Le secteur EPAH, en Haïti déjà déficient s'est vu encore plus fragilisé par le passage du passage du séisme du 14 Aout dernier. Qui a causé des dommages sévères dans plusieurs secteurs notamment dans le secteur de l'Eau Potable Hygiène et de l'Assainissement. En effet, pour une couverture ordinairement faible de la population en matière d'alimentation en eau potable, beaucoup de SAEP (Système d'Approvisionnement en Eau Potable) et de points d'eau ont été endommagés aggravant ainsi une situation antérieurement plus que critique (45% des 65 SAEP du Sud, de la Grand Anse et des Nippes ont été endommagés). Notons que plusieurs sources d'eau captées pour distribuer l'eau à travers les SAEP souffraient d'une baisse drastique dues aux phénomènes du changement climatique et catastrophe Naturels.

En réponse au passage du cataclysme dernier, dans un cadre institutionnel, la DINEPA, à travers une délégation des tâches et des responsabilités en matière de gestion du système d'eau potable a léguées sur la base d'une évaluation technique de tous ses ouvrages dans le secteur ; laquelle sera permis aux acteurs internationales et locale de se focaliser sur les communes les plus touchées et les plus vulnérables afin de voir à quel niveau intervenir dans le secteur.

Conjointement, nous avons repéré un certain nombre de sites qui nous ont permis de procéder à la mise sur pied des travaux non seulement pour atténuer aux multitudes risques auxquels la population fait face, mais aussi de répondre de façon durable et adéquate aux besoins de la population dans le secteur.

Dans cette perspective, La Catholic Relief Services (CRS) lance cet appel à proposition à la recherche d'une entreprise locale expérimentée pouvant réaliser les travaux de Remise en état et de renforcement du SAEP de Centre-ville de Camp-Perrin.

III. DESCRIPTION TECHNIQUE DES TRAVAUX A REALISER ET ACTIVITES PREVUES

Afin d'adresser ces contraintes, CRS met en œuvre le projet '**Earthquake Emergency Response. -RELEVE.**'. Qui travaille étroitement avec le Gouvernement, les communautés, les autorités locales sous le financement de L'USAID. En plus de ces parties prenantes, CRS prévoit de travailler avec le secteur privé aussi particulièrement avec les entreprises locales afin de développer une approche intégrée et compréhensive du développement urbain de la ville de Camp-Perin. Les activités proposées par CRS dans le cadre du présent projet reflètent les besoins et les défis observés sur le terrain dans le contexte de réponse face au passage du séisme du 14 Aout 2021 suivi de l'ouragan Grace qui à laisse des pertes humaines et matériels considérables.

Les interventions proposées s'attaquent également aux problèmes structurels qui ont entravé le développement de la ville qui est devenu plus vulnérable compte tenu de la limite parfois des moyens de l'Etat haïtien et de la récurrence des catastrophes naturelles, CRS souhaite lier l'amélioration de l'accès à l'eau potable par le biais d'un projet **WASH (Eau Assainissement et Hygiène)** dans le souci de réduire les risques de maladies liées aux mauvaises pratiques d'hygiènes en donnant accès aux services de base et la réduction des risques de catastrophes.

De plus, CRS mettra en pratique des approches testées et prouvées sous d'autres actions avec le gouvernement et d'autre organisme afin de permettre une communication fluide entre toutes les parties prenantes de l'action. L'approche proposée est la méthodologie WASH'Em qui permettra de renforcer les systèmes locaux et nationaux existants tout en permettant aux

communautés d'être résilients aux changements et aux catastrophes. Ces actions visent à renforcer les systèmes d'alimentation en eau potable par la mise en place des travaux de réparation et de remise en services des certain ouvrages ciblés par la DINEPA qui ont été endommagé lors de passage du séisme du 14 Aout 2021.

IV. SITES D'INTERVENTION

Tenant compte de l'importance de l'accès à l'eau potable dans la vie humaine d'une population et du financement à sa disposition, CRS concentrera son étude dans 3 sections de la Ville de Camp-Perrin. A savoir la première, deuxième et troisième section. Ces travaux consistent à l'amélioration du **réseau** du centre-ville de Camp-Perrin qui a été construit en 1994 par DCPH, desservant la population d'alors estimée à 15 000 habitants. D'autre part le réseau de La Borde a été construit en 1985 par une firme de construction. La personne qui accompagne l'équipe technique n'était pas en mesure de nous fournir de plus amples informations. De ce fait, un diagnostic a été réalisé après le séisme du 14 Aout, en voici les remarques :

Bref diagnostique de l'état de SAEP Camp-Perrin

A. Le captage

Le captage de la source de Camp-Perrin mérite des travaux de remise en état après le passage du séisme du 14 Aout dernier il y a eu un éboulement de terrain dans le versant direct qui desservit la Source, ce qui a causé des dégâts et nous ont conduit à apporter notre suggestion pour mitiger face à la situation dégradante de la source.

B. Ligne d'Adduction

Les tuyaux d'adductions sont partiellement affectés. Lors de l'évaluation, l'équipe a pu constater qu'il faut procéder au remplacement du tuyaux PCV Six pouces (6"). Mais il y a une vive manifestation d'intérêt de présenter une évaluation pour le changement de la conduite d'adduction en HDPE.

C. Réservoirs

Sortant aux (3) trois boites de mise, en se dirigeant vers le réseau réservoir où se trouve les 6 réservoirs de dimension distinct desservant différentes zones par gravitation et mouvement et des mouvements des vannes. Un total de 4 de ses réservoirs se trouve dans la zone de <<Haut camp.>>

Suivant le sens du mouvement de l'eau on a numéroté les réservoirs par ordre de grandeur croissant. (Voir croquis conceptuel à l'appui.)

Le réservoir numéro 1 abritant une boîte de distribution pour les autres et desservant aussi la zone de Boujolie, a été détruit y compris la distribution pour les autres. Ce dernier a été complètement détruit lors du passage du séisme du 14 Août 2021.

Présence des fissures superficielles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du réservoir numéro 4 ayant une capacité de 103.93 mètres cubes environs desservant la zone de Levry.

Des travaux de décapage de désherbage et de remise en état dans presque tous les ouvrages sont constatés sur le système.

D. Ligne de distribution

Quelque centaine de mètres de tuyauteries soixante soit environs (260) mètres linéaires de tuyau PVC trois pouces (3") à remplacer.

Il existe un seul kiosque sur le réseau et il est en mauvais état.

Il existe quatorze bonnes fontaines sur le réseau, tous nécessitent des travaux de robinetterie.

Des travaux de décapage de désherbage et de remise en état dans presque tous les ouvrages sont constatés sur le système.

Il existe Mille quatre cent quatre-vingts (1480) branchements privés, dont Deux (2) seulement ne sont pas fonctionnels.

V. CONTEXTE

À la suite d'une étude menée par la DINEPA via l'OREPA Sud, conjointement, CRS a conduit une contre-évaluation dans le souci de fixer les idées et de proposer des solutions aux besoins techniques le mieux adaptés à la situation actuelle du SAEP Camp-Perrin.

Sur la base technique de nos activités, nous avons pu constater qu'une étude topographique est nécessaire en vue de répertorier tous les tronçons et ouvrages déjà réalisé. Car c'est un site qui subit des interventions régulières de la DINEPA, et à cause de ces interventions nous réalisons qu'un plan d'ensemble actualisé reste incontournable pour les besoins futurs du site.

Nonobstant de ces études au préalable, nos visites de terrain nous ont permis de répertorier les ouvrages à réparer "in situ". **Vu que le profil du terrain des deux sites garantit déjà une alimentation gravitaire depuis environs 25 années, nous nous sommes permis de procéder à une intervention sectorielle laquelle n'empêchera une étude topographique-actualisé qui sera sur le compte de l'entrepreneur. Cette étude doit satisfaire les exigences techniques dans la matière et sera considéré à un fort pourcentage lors de la sélection de l'entrepreneur.**

Pour chaque site, le plan topographie doit avoir:

- 1) Plan & relevé du site
- 2) Plan & relevé de la source, toutes conduites et ouvrages situés sur la ligne d'adduction ainsi que sur la ligne de distribution. Les branchements privés seront présentés par bloc sur le même plan et par planche dans un même échelle au gré de l'entrepreneur, mais l'échelle doit être indiquée sur le plan.
- 3) Coordonnées de tous les tronçons à réparer.
- 4) Profil en long du réseau par planche, échelle au gré de l'entrepreneur mais à être indiqué sur le plan.
- 5) Profil en travers des section importantes.
- 6) Plans détaillés en 2D de tous les ouvrages à réaliser, N. B : **Les plans seront soumis en format dur de dimension (24''X36'') en fichier PDF et DWG" sur un support électronique quelconque en trois (3) copies originales. Chaque support doit porter le nom du soumissionnaire pour éviter tout éventuelle confusion.**

VI. INSTALLATION DU CHANTIER

- 1. Le Titulaire disposera de ses installations de chantier propre. Un panneau d'information est prévu, de dimensions 0.6 m de hauteur et de 1.20 m de longueur, disposé à environ 2 m du sol à proximité des travaux (ce panneau doit être placé à une distance de 200 à 300 mètres). Sa composition sera établie suivant les instructions de l'Ingénieur.**
2. Le panneau sera de présentation soignée et sera soumis à l'agrément du Superviseur avant réalisation et installation.
- 3. A Noter qu'un panneau signalétique sera installé pour chaque extension du SAEF, inscrivant les travaux à réaliser au niveau du site en question.**

VII. MATERIAUX ET PRINCIPES A RESPECTER

A. Instructions Générales

- Le soumissionnaire retenu exécutera les travaux dans les règles de l'art. Il emploiera exclusivement des matériaux de première main et de qualité irréprochable.
- A cet égard, l'ingénieur superviseur de chantier appointé par CRS (ce dernier jouant le rôle de bailleur de fonds) fera tout rapport, signalera tout manquement, interdira l'usage de tout matériau avéré contraires au principe évoqué au paragraphe précédent.
- Particulièrement et nonobstant les instructions spécifiques qui suivent, et sans se limiter à :
 1. Les tuyauteries seront en PEHD,
 2. Les blocs seront vibrés,
 3. Le ciment sera du Type Portland
 4. Le sable sera lavé
 5. Le gravier concassé
 6. Les pierres proviendront des rivières (les pierres tufs sont absolument interdites)
 7. L'eau utilisée sera non saline et dépourvue de toute matière organique.

B. Instructions spécifiques par rapport à la Fouille. - (au cas où cela s'applique)

1. La profondeur des fouilles garantira la stabilité de l'ouvrage de manière qu'elle ne soit pas atteinte par l'érosion. Aussi elle veillera que l'ouvrage soit assis sur le sol à plus forte contrainte sur une profondeur de 2m. Une couche de sable de rivière servira en plus du béton de propreté à l'isolement des rigoles de maçonnerie. Elles auront une hauteur de 35cm de la côte du terrain naturel.

2. Une ceinture de chaînage de la maçonnerie de 15cm d'épaisseur en béton armé servira de base pour la collocation des sept rangées de blocs. La largeur de la ceinture inférieure est de 40cm. Les blocs seront placés sur la face externe. Les 25cm restant seront dans la façade interne de la clôture. Les blocs seront reliés entre eux par une couche de mortier de 2cm dans les deux sens.

C. Instructions spécifiques par rapport au Mortier. - (au cas où cela s'applique)

Le mortier sera dosé à un volume de ciment pour deux volumes de sable mélangé à l'eau en quantité suffisante pour que le mortier après gâchage reste indéformable à la forme assignée.

Le nombre de rangée de bloc peut être supérieure en fonction de la déclivité du terrain. Cependant une fois supérieure à sept rangées une ceinture intermédiaire s'interposera. Les murs de blocs ne seront pas crépis ni enduit. Un jointoiement fait d'une chape de lissage se fera au moment de la collocation du bloc. Les blocs doivent être vibrés et de bonne qualité, prêts à résister aux intempéries.

Les armatures longitudinales seront plutôt crénelées pour semelles, socles, colonnes et ceinture. Elles seront constituées d'acier de diamètre $\varnothing \frac{1}{2}$ selon l'appellation Anglo-saxonne. Les cadres ou étriers seront de diamètre $\varnothing \frac{1}{4}$ type acier lisse.

D. Espacement des armatures : (au cas où cela s'applique)

1. Espacement = Semelle 12cm dans le sens X et 12cm dans le sens Y avec crochets de 7cm de chaque côté.
2. Espacement cadre socle : 20 cm,
3. Espacement cadre colonne = 13 cm
4. Pattes d'équerre pour socle : 20cm
5. Patte d'équerre colonne 15cm x 15 cm
6. Cadre colonne : 15cm
7. Enrobage : 3cm tout autour.
8. Espacement étrier ceinture inférieure : 20cm
9. Espacement ceinture supérieure 12 cm.

E. Dimensionnement des éléments de structures et dosage béton (au cas où cela s'applique)

1. Semelle : 60 cm x 60 cm x 20cm / dosage béton 250 bars
2. Béton de propreté : 5 cm dosage 150 bars
3. Socle 40cmx40 cm x 40 cm / dosage béton : 250 bars
4. Colonne ou poteau : 20cm x 20cm x 2m 80 : la hauteur de poteau peut être inférieure mais pas supérieur. La hauteur de poteau est comprise comme l'espace verticale entre deux ceintures. Dosage béton admis 250 bars.
5. La vérification du dosage du béton se fera au scléromètre. Un dosage inférieur est sujet à une reprise de coulage.

6. Les blocs s'étendront au maximum sur sept rangées plus une ceinture supérieure de 20cm.
7. Les pans de clôture auront en travée 3m5 au maximum à distance régulier.
8. A chaque six (6) modules de 3,50 mètres s'incorpore un joint de dilatation de l'ordre de 2cm pour faciliter les mouvements de terre.

VIII. PRECAUTIONS A PRENDRE LORS DES INSTALLATIONS DES CONDUITES

A. Installation des conduites d'eau potable

1. Toute conduite d'eau potable doit être enfouie à une profondeur suffisante (**Min 100cm**) de protection contre l'érosion et/ou le poinçonnement sous les charges de camions et autres.
2. Les joints doivent être emboîtés en ligne droite. Pour chaque changement de direction supérieur à la limite de déflexion déterminée par le fabricant de tuyau, l'Entrepreneur doit prévoir un coude ou un raccord spécial satisfaisant aux exigences applicables de la conduite.
3. Les tuyaux peuvent être coupés et biseautés sur le chantier à l'aide de machines-outils appropriées. On doit, pour cette opération, suivre les instructions du fabricant de tuyaux.
4. Lorsqu'un raccord est utilisé pour assembler deux tuyaux d'un matériau différent, on doit employer les joints appropriés à chacun des tuyaux.

B. Ouvertures des Tranchées

Ces travaux consistent en la réalisation de tranchées pour la pose des conduites. La spécification « terrain de toute nature » caractérise tous les types de terrain qui peuvent être creusés à la main avec des outils simples, sauf les terrains compacts qui ne peuvent être creusés qu'à la machine.

Ces travaux comprennent :

1. Toutes les implantations et piquetages nécessaires.
2. Les sondages de recherche et de reconnaissance, réalisés à la main à proximité de la conduite existante.
3. Les essais d'infiltrations avant la mise en œuvre du puisard.
4. L'implantation altimétrique du fonds des tranchées en tenant compte des plans et coupes.
5. Jointes au dossier, ainsi que des cotes de nivellement définitives transmises par le Maître de l'Ouvrage.
6. La réalisation est sur profondeurs et sur largeurs aux points particuliers (massifs par exemple) ou autres.

7. Les terrassements supplémentaires pour réalisation des sur profondeurs et sur largeurs de blindage nécessaires pour prévenir les accidents de chantier au moment de réaliser les fouilles.
8. La fourniture et mise en place des étalements, blindage ou coffrage des fouilles avec planches de toute épaisseur, selon les nécessités du projet sans plus-value pour perte de bois en résultant.
9. L'épuisement ou la dérivation d'eau de toute provenance nécessitant une installation de pompage, toute sujétions pour travail dans l'eau dans l'embaras des étais. Le pompage et le débit ne se limitant pas à un seul point ;
10. Le réglage du fond et des parois de la fouille
11. Le remblaiement des tranchées sera réalisé avec du tout venant de rivière ou de produit de déblai si ce dernier peut être réutilisé.
12. Le compactage par couche, y compris essais.
13. La mise à la décharge des terres excédentaires et des déblais rocheux éventuels.

C. La remise en état des lieux

1. L'Entrepreneur soumettra à l'approbation de l'Ingénieur, au moins une semaine à l'avance, les tronçons où il compte ouvrir des tranchées et poser des conduites. L'approbation sera notamment refusée si l'Ingénieur juge que l'Entrepreneur a déjà ouvert d'une manière exagérée d'autres tranchées sans les fermer ou s'il est déjà prévisible que la pose des conduites ou la fermeture des tranchées tardera.
2. Lors de l'établissement des plans d'exécution et de la fixation d'un tracé de conduite, l'Entrepreneur vérifiera la distance de la tranchée par rapport aux fondations des bâtiments voisins. Tout dégât éventuel occasionné à ces bâtiments lors des travaux de pose sera à la charge exclusive de l'Entrepreneur.
3. Les tranchées seront exécutées conformément aux plans et aux indications de l'Ingénieur. La profondeur minimum devra respecter les Clauses Techniques Générales. En présence de roches, l'Ingénieur peut ordonner une couverture inférieure. Le fond sera parfaitement dressé et purgé des pierres rencontrées.
4. D'une manière générale, la largeur contractuelle des tranchées sera égale au diamètre extérieur du tuyau majoré de 50 cm. Il est admis dans le cadre de ces travaux que la largeur des tranchées se fera conformément au plan type de tranchées.
5. Avant toute ouverture de tranchée, l'Entrepreneur s'informerera auprès des services compétents sur l'existence éventuelle de câbles électriques et téléphoniques. En plus, il utilisera un appareil de détection pour localiser les câbles et les conduites métalliques avant l'ouverture des tranchées.
6. En cas de rencontre de câbles électriques ou téléphoniques dans une fouille, l'Entrepreneur prendra toutes précautions pour qu'il n'y soit apporté aucun

trouble. L'Entrepreneur reste entièrement responsable vis-à-vis des services concernés pour dégâts éventuels.

7. En général, la distance entre la conduite à poser et un câble électrique parallèle sera de 80 cm au minimum. Pour un câble en travers, la distance minimale sera de 40 cm. Des exceptions ne seront possibles que sur autorisation préalable de l'Ingénieur. D'une manière générale, l'entrepreneur signalera à l'Ingénieur toute rencontre d'objets dans des fouilles.
8. Lorsque des maçonneries apparaîtront dans le terrain, elles seront arasées à 20 cm au-dessous du fond des fouilles. Lorsqu'il s'agira de terrains rocheux, cet approfondissement pourra être réduit à 10 cm. Dans ces deux cas, le vide sera remblayé avec des déblais meubles pilonnés jusqu'au niveau du fond.
9. L'Entrepreneur devra déposer ou démolir avec soin les revêtements de sol, ainsi que leur fondation, sans ébranler ni dégrader les parties voisines. Les matériaux provenant de ces démolitions seront mis soigneusement de côté. Si le sous-sol est formé de sable bouillant, dans lequel se trouverait l'eau souterraine, l'entrepreneur est obligé, avant l'ouverture de la tranchée, de foncer des points drainants permettant l'évacuation de l'eau souterraine au moyen d'une pompe à vide ou, le cas échéant, par écoulement gravitaire. Le système d'évacuation est à expliquer au préalable par des croquis cotés.

D. Étaisements

Les étaisements nécessaires seront établis suivant les règles de l'art et formés de bois de dimensions appropriées à l'usage auquel ils seront destinés. Ils seront exécutés jointifs si la nature du terrain ou la durée d'ouverture de la fouille l'exige, et toutes précautions seront prises s'il y a lieu pour s'opposer à l'éboulement des terres. Lorsque, par suite de la nature du sol ou de circonstances exceptionnelles, il sera nécessaire d'abandonner les bois d'étaisements dans les fouilles, l'entrepreneur devra conduire son travail de telle façon que la quantité de bois abandonnée soit la plus réduite possible. Il ne pourra élever aucune réclamation contre les prescriptions imposées par l'Ingénieur et sous la responsabilité de ce dernier pour obtenir ce résultat.

E. Drainage des chantiers de pose de conduite et gestion des eaux

L'entrepreneur est tenu d'éviter l'entrée des eaux superficielles venant des routes dans la tranchée. L'évacuation des eaux superficielles ou souterraines éventuellement entrées sera à la charge de l'entrepreneur sans rémunération spéciale. Aucune prolongation éventuelle du délai contractuel ne sera consentie automatiquement à cause des pluies fortes, sauf en cas de force majeure.

F. Pose de conduite

1. Avant sa mise en œuvre, chaque tuyau, pièce spéciale et appareil devra être à pied d'œuvre soigneusement nettoyé et purgé de tout élément étranger.
2. Pendant la pose, toutes précautions seront prises pour éviter l'introduction de débris ou de corps étranger à l'intérieur des conduites et pour ne pas endommager la surface intérieure du tuyau.
3. Les extrémités de la conduite posée devront être bouchées soigneusement avec des tampons en bois, en fonte, en acier ou en PVC pendant les interruptions de travail. Les protections extérieures et intérieures, qui auraient été endommagées par le transport ou par les coupes, sont à préparer avant la pose.
4. Les tuyaux, pièces spéciales et appareils doivent être descendus avec soin dans les tranchées et dans les galeries où ils doivent être posés en évitant les chocs, chutes, etc.
5. La mise en place et le montage des conduites et de la robinetterie devront être effectués par des ouvriers qualifiés. Les tuyaux seront descendus dans les tranchées avec des moyens adéquats pour préserver l'intégrité aussi bien de la structure que du revêtement et seront disposés dans la position exacte pour l'exécution des joints.
6. Les emplacements des pièces spéciales et des appareils devront être reconnus et approuvés par l'Ingénieur. Chaque tronçon de tuyauterie devra être constitué autant que possible de tuyaux entiers de façon à réduire au minimum le nombre de joints. L'Entrepreneur aura la faculté de procéder à des coupes de tuyaux lorsque cette opération sera justifiée par les nécessités de la pose.
7. Dans le cas d'emploi abusif de chutes, l'entrepreneur devra, à ses frais, reprendre le travail. Les contre-pentes au droit des vidanges et des ventouses ne seront pas tolérées. L'Entrepreneur aura à sa charge tous les travaux nécessaires pour y parer, y compris l'enlèvement des conduites déjà posées et leur remise en place. L'utilisation d'un équipement d'assemblage est obligatoire.
8. Les coudes, pièces à tubulure et tous appareils intercalés sur les conduites et soumis à des efforts tendant à déboîter les tuyaux ou à déformer les canalisations seront contrebutés par des massifs susceptibles de résister à ces efforts et à ceux qui seront développés pendant l'épreuve. Les butés seront exécutés en béton de classe B. L'Entrepreneur est tenu de soumettre des plans et notes de calcul pour les types de butées qu'il propose d'exécuter. Les pièces à contrebuter s'appuieront sur les massifs de butées, soit directement, soit par l'intermédiaire de béquilles. Elles pourront aussi être reliées aux massifs fonctionnant alors comme massifs d'ancrages, au moyen de colliers à scellement.
9. Les massifs de butées ou d'ancrages ainsi que les dispositifs de liaison entre les canalisations et ces massifs seront exécutés par l'Entrepreneur, avant

essais, conformément aux calculs et plans d'exécution qu'il soumettra à l'agrément de l'Ingénieur. Les bouches à clé seront posées verticalement. La tête sera coulée dans une petite dalle de béton (600 mm x 600 mm) de protection se trouvant au-dessous des surfaces non revêtues.

10. L'entrepreneur doit installer les tuyauteries de l'aval vers l'amont pour garantir une bonne étanchéité au niveau des joints.

G. Tuyauteries (type et recommandations techniques de mise en œuvre)

1. Les nouvelles conduites seront en Polyéthylène Haute Densité (PEHD) 100 - PN 10, PN 16. Ils sont aux normes métriques et peuvent être assemblés par joints à compression ou par joints à électro-fusion ou par soudure bout à bout procédés ; mais ces deux derniers procédés sont plus difficiles à mettre en œuvre en milieu rural.
2. Les profondeurs des tranchées, lits de sable (ou de terre meuble) seront définis en fonction des diamètres des plans d'exécution fournis.

Enrobage des conduites

H. Lit de pose sous conduites

1. Après réception du fond de fouille par l'Ingénieur, le lit de pose de 0,10 m de hauteur composé de sable de rivière (0/5) est mis en place, prêt à recevoir les tuyaux. Le lit de pose sera compacté à la dame plate mécanique en une seule passe. Le tamponnage manuel ne sera autorisé que dans les cas où les dimensions de la tranchée ne permettent pas l'utilisation des petites tamponneuses mécaniques.
2. Avant toute pose de conduite, la tranchée ainsi préparée sera vérifiée par l'Ingénieur qui en sera avisé à temps.
3. L'intervalle de temps entre la mise en place du lit de pose et l'installation des tuyaux doit être réduit au strict minimum et ne doit en aucun cas dépasser 24 heures.

I. Enrobage initial

1. L'autorisation de réaliser l'enrobage est donnée par le Maître d'œuvre après vérification de la pose et du calage de la conduite.
2. L'enrobage des conduites est effectué avec du sable présentant les mêmes caractéristiques que celui utilisé pour réaliser le lit de pose, suivant coupes types, compacté (manuellement) à 90% de l'OPM par couches de cinq (5) cm maximum, jusqu'à cent quinze (15) cm au-dessus du sommet de la conduite, et le remblayage doit s'effectuer également de part et d'autre de la conduite, afin de ne pas induire de force latérale pouvant la déplacer durant le remblayage.
3. Il est formellement interdit d'utiliser à ce stade les dameuses mécaniques.

Traversée de ravine sous terraine et terrain rocheux

1. Les sites de traversées de ravine en terrain meuble nécessitent une profondeur de fouille supérieure à 1,5 m. dans ces traversées et celles en terrain rocheux là où cela est possible, les conduites galvanisées de 50 mm enlevées du réseau, pourront être réutilisées comme gaine des conduites PEHD là où c'est possible, ou comme trop plein ou vidange. En cas de terrain rocheux où la profondeur de fouille d'un mètre ne peut pas être respectée, la conduite est ancrée par un massif d'enrochement continu sur la traversée ou sera recouvert en béton hydraulique de 250 kg/m³.
2. Pour les ouvrages (kiosque, bassin sédimentation, etc.) le dosage du béton est 350 kg/m³. Tous les fers utilisés seront du FE 50 pour les kiosques et du FE 60 pour les réservoirs et d'autres structures importantes en béton armé.

J. Traverse de ravine en hauteur

Toute traversée de ravine en élévation sera réalisée suivant le plan à partir de deux poteaux en béton armé portant par deux câbles de suspension la canalisation d'adduction PEHD. Des attentes sous forme de gaines seront placées dans les poteaux en béton pour ces canalisations. Leurs diamètres sont supérieurs aux canalisations auxquelles elles servent de gaines.

K. Protection en terrain de forte pente

Dans le cas de pose de conduite sur des terrains présentant une forte pente, des murets de protection (cavaliers) seront construits. Ces murets seront en maçonnerie de pierres (long. moy. = 100 cm, h=70 cm e=30 cm) et leur espacement sera fonction de la pente du tronçon à protéger.

L. Bornes de repérage

Environ cinq cents bornes de repérage seront placées tout le long du tracé sur les conduites, en vue de les protéger contre les pioches des paysans quand elles traversent leurs jardins, ou les pelles mécaniques lors de la construction des routes. Elles sont en béton de dimension 30 cm X 30 cm sur 40 cm de profondeur. Sur ces bornes sont inscrits le sens de l'écoulement de l'eau, le diamètre des conduites, le nombre de ligne enterré et DINEPA.

Désinfection des conduites

1. Avant la mise en service, la totalité des conduites d'eau potable devra être désinfectée à l'aide de l'hypochlorite de calcium selon les prescriptions suivantes :
2. Avant la désinfection, les conduites doivent être lavées avec un volume d'eau égal au triple de celui des conduites à une vitesse de 0,75 à 1,50 m/s. Les by-pass des compteurs d'eau doivent être ouverts. L'eau désinfectante doit contenir 30 grammes de chlore libre pour 1 m³ d'eau et doit rester 24 heures au moins dans les conduites. Pendant le temps de désinfection, les robinets, robinets-vannes, clapets, bouches et

poteaux d'incendie, borne-fontaine, etc. devront être manipulés plusieurs fois. Après désinfection, les conduites seront lavées avec leur double volume d'eau, les eaux de désinfection devant s'évacuer sans dommage pour les tiers. L'Entrepreneur ne percevra aucune compensation pour la désinfection dont les frais sont compris dans les prix du bordereau concernant la pose. La fourniture de l'eau et les frais d'analyse étant à la charge de l'Entrepreneur. Les mêmes dispositions sont prévues pour la désinfection des réservoirs.

Test de pression dans les conduites

1. Les épreuves sont effectuées vannes ouvertes. Les tronçons d'essai n'excèdent pas 500 mètres. Les conduites seront partiellement remblayées avant l'exécution des joints, en prenant toutefois soin de laisser les joints découverts. L'entrepreneur doit poser les plaques pleines, les butées, les branchements d'alimentation et tout autre accessoire nécessaire à l'exécution des essais, dans les conditions prescrites, ainsi que le matériel nécessaire aux épreuves incluant l'eau des tronçons à essayer.
2. La conduite est mise en eau progressivement en évitant les coups de bélier dus à un remplissage trop rapide et en assurant une purge correcte de l'air de la canalisation. En principe, le débit de remplissage ne dépasse pas 1/10 du débit normal prévu en service, ou une vitesse de 0,10 m/s. **La pompe hydraulique est mise en place à l'extrémité la plus basse du tronçon.**
3. La pression d'épreuve sera **1,5 fois la pression maximale de service des tuyaux**. Après avoir atteint progressivement (pas plus d'un bar/minute) la pression d'épreuve, celle-ci est maintenue pendant tout le temps nécessaire à la vérification des tuyaux et des joints, en notant la consommation en eau.
4. La durée de l'épreuve sera d'au moins 1 heure. A la fin de l'épreuve, la chute de pression ne devra pas dépasser 5%. On doit remédier à tout défaut d'étanchéité constaté à l'épreuve, en exécutant immédiatement toutes les réparations dont l'épreuve aurait fait reconnaître la nécessité.
5. Ces réparations effectuées, il est procédé à une nouvelle épreuve dans les mêmes conditions décrites ci-dessus.

Enregistrement des essais

Un procès-verbal est dressé à chaque essai. Ce procès-verbal, préparé en trois exemplaires sur un carnet à folios numérotés, porte les indications suivantes :

1. Numéro d'ordre et date de l'essai ;
2. Désignation du tronçon essayé de la canalisation (par exemple : dénomination des voies empruntées, repérage par rapport au profil en long, etc.), repérage des extrémités du tronçon ;

3. Croquis indiquant, suivant l'ordre de pose, le nombre et les caractéristiques des tuyaux, des raccords ou pièces spéciales et des appareils entrant dans la constitution du tronçon ;
4. Durée de l'essai, pression d'épreuve, résultats obtenus ;
5. Décisions relatives à toutes réfections éventuelles et conclusions.

Montages accessoires

M. Montage des accessoires (vannes, vidange, compteur de production)

1. Les accessoires seront installés et enterrés dans une boîte (de maçonnerie ou de béton) sur tout le réseau. La taille de la boîte sera proportionnelle à la profondeur d'installation de la vanne afin de s'assurer que l'opérateur puisse y accéder correctement. La fermeture est assurée par une porte métallique.
2. Dans la localité, les vannes seront protégées par un tabernacle et une bouche à clef.

N. Couvertures métalliques et cadenas

1. Les portes seront en matériaux inoxydables ou protégés contre la corrosion (galvanisation et peinture époxy ou fonte d'aluminium). Un ouvrant démontable facilitera l'entretien ou le remplacement.
2. Dans ce réseau, les cadenas seront de type "cadenas d'artillerie". Ils résistent à la corrosion et une seule clé permet de tous les ouvrir, ce qui facilite grandement la tâche du préposé qui, avec sa clé, peut vérifier lors d'une tournée d'inspection les ouvrages et accessoires.

O. Comptage

Des compteurs de production sont prévus :

- À la sortie des captages (Voir plans captages pour chaque système),
 - En entrée et sortie des réservoirs (Voir plan réservoir pour chaque système).
1. La mesure du débit de la source sera facilitée par le relevé régulier du compteur et l'estimation des débits des trop-pleins. Ces valeurs suivies régulièrement seront précieuses pour connaître l'évolution de ces sources dans le temps, non seulement pour apprécier les variations saisonnières, mais également au fil des ans avec l'évolution de l'état du bassin hydrologique et des conditions climatiques.
 2. Le compteur à l'entrée du réservoir permettra de vérifier continuellement le débit d'alimentation calculé. Celui en sortie du réservoir permettra de contrôler les débits de pointe et faciliteront les contrôles de gestion pour déterminer le ratio production/consommation.

3. Vu l'importance du comptage dans la gestion du service, les compteurs devront être conformes aux standards internationaux. Des compteurs de type Woltmann peu sensibles aux particules fines seront placés. Ils seront toutefois précédés d'un tamis pour assurer sa protection contre des particules plus réfractaire. (Annexe XXVII)

IX. VISITE OBLIGATOIRE DU SITE DES TRAVAUX

Avant de soumettre leurs dossiers de propositions à CRS, les entreprises au processus d'appel d'offre doivent obligatoirement visiter les sites des travaux pour lesquels elles s'intéressent. Elles peuvent se faire représenter par un personnel technique durement identifié. Au(x) jours fixé(s) pour la ou les visite(s), tous les représentants des entreprises doivent être à l'heure pour un départ en équipe. **Si pour une raison quelconque une entreprise ne participe pas à la visite du (des) site(s), elle sera disqualifiée pour ce processus d'appel à proposition.**

Pour les visites des sites, CRS décline toutes responsabilités de payer les couts qui seront engagés par les entreprises pour leur déplacement. Un représentant de CRS sera présent simplement comme un guide sur le terrain.

Le représentant de CRS dans le cadre de ces visites, s'assurera que tous les représentants des entreprises ont signé la feuille de présence avant et après chaque visite.

En aucun cas, une entreprise ne peut soumettre une proposition sans avoir participé à la visite obligatoire.

Pour cette visite, les dates prévues sont les suivantes :

Lundi 4 avril, Mardi 5 avril, et mercredi 6 avril

Les entreprises auront à contacter le représentant du Département des achats de la CRS à l'adresse suivante : ht_pap_procurement@crs.org afin de confirmer leur présence. Les intéressés seront attendu à 7h00 AM au bureau des cayes (#11, Gabion des Indigènes) et le déplacement se fera en convoi à partir de 7h30AM. Suivant le besoin, les trois (3) jours de visites peuvent être exigés pour la visite obligatoire du site.

Seuls les candidats qui ont participé à la visite obligatoire pourront recevoir les documents du présent appel à proposition en version numérique par courriel à l'adresse électronique qu'ils auront inscrites pour l'entreprise dans la liste de présence lors de la visite obligatoire du site d'exécution du projet.

X. DELAI D'EXECUTION ET RECEPTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution du contrat sera le délai proposé par le soumissionnaire. La date limite de réception définitive des travaux est prévue pour une durée ne dépassant pas trois (3) mois à partir de la date de signature du contrat jusqu'à l'expiration du délai calculé sur une base cumulative et régulière. En aucun cas ce délai ne saurait être dépassé.

XI. LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- A. Le contrat signé par les deux (2) parties
- B. L'offre technique du contractant agréée par CRS
- C. Le tableau de devis du contractant agréée par CRS
- D. Les lettres de garantie de bonne fin originale sous la forme ci-jointe à l'**Annexe C** et d'un tiers approuvé par CRS
- E. Acceptation des conditions de contractualisation :
 - i. Versement 1 : 30% à verser pour réaliser 40% des travaux durant la première semaine de mobilisation.
 - ii. Versement 2 : 30% à verser pour réaliser 70% des travaux et après vérification technique et rapport de l'Ingénieur WASH de CRS
 - iii. Versement 3 : 30% à verser pour réaliser 100% des travaux, suivi des rapports techniques produit par l'Ingénieur WASH de CRS
 - iv. Versement 4 : 10% à verser un mois après les visites de réception définitive des travaux

XII. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU CONTRACTANT

Section deux (2) du contrat-type de construction de CRS (non exhaustif)

Réalisation des Travaux

L'Entrepreneur doit exécuter toutes les obligations énoncées dans le **TDR** développées aux chapitres **VI** à **VIII** du document d'appel à proposition et toutes les activités connexes pour la bonne exécution des Travaux conformément au contrat-type construction de CRS, et tous les Travaux doivent être exécutés dans un délai raisonnable, de bonne qualité et en faisant preuve de diligence raisonnable, conformément à toutes les pratiques prudentes du secteur, et en conformité avec les normes de qualité de CRS en matière de main-d'œuvre. L'Entrepreneur convient que les Travaux exécutés en vertu du présent contrat seront achevés à tous égards et, sauf indication contraire qui pourrait faire l'objet d'un **AVENANT au contrat**, l'Entrepreneur doit fournir tout le personnel, le transport, le matériel, les outils et autres services.

Sous-traitance

CRS a sélectionné exclusivement l'Entrepreneur pour exécuter les Travaux en vertu de ce Contrat. Si l'Entrepreneur choisit d'utiliser un sous-traitant pour toute partie des Travaux requis en vertu du présent Contrat, l'Entrepreneur convient qu'il demandera l'approbation écrite de CRS avant de conclure tout contrat de sous-traitance. L'Entrepreneur est entièrement responsable de toutes les actions et de tous les travaux effectués par tous les sous-traitants dans le cadre de ce Contrat. L'Entrepreneur accepte

de ne pas solliciter de fonds supplémentaires auprès de CRS pour le paiement de sous-traitants.

Garantie de bonne fin

L'Entrepreneur doit remettre à CRS au plus tard à la Date de la signature du contrat de construction la lettre de garantie de bonne fin originale sous la forme ci-jointe à l'Annexe C et d'un tiers approuvé par CRS et d'un **montant égal à [30] % du Prix contractuel**. Cette garantie de bonne fin restera en vigueur jusqu'à la date d'achèvement des travaux.

Réception de l'ouvrages et des matériaux

L'ouvrage va être reçu après les vérifications et épreuves prescrites. Les parties de l'ouvrage qui ne répondent pas aux clauses et conditions du marché ou qui ne sont pas exécutés conformément aux règles de l'art seront réputées inaccomplies par la firme et à ses frais.

Après achèvement des travaux dans leur intégralité, CRS, accompagné du contractant, effectuera une visite conjointe de tous les travaux. Cette visite fera l'objet d'un procès-verbal dressé par l'ingénieur superviseur. Au vu de ce procès-verbal, les représentants susmentionnés décideront si les travaux peuvent être reçus et payés.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le contractant doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai fixé dans le procès-verbal. Dans le cas où ces travaux ne seraient pas faits dans ce délai prescrit, le CRS peut les faire exécuter aux frais et risques du contractant.

XIII. PÉNALITÉS

En cas de dépassement de délai global contractuel, des pénalités seront décomptées sur la base de **1/500ème** du montant du marché par jour calendaire de retard. Ces pénalités interviendront de plein droit sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du retard.

Le montant des pénalités est plafonné à **10% du montant du marché**. La Catholic relief services peut résilier le marché de plein droit et aux torts de la firme dès que ce seuil est atteint et cela sans autre avertissement et nonobstant tout recours judiciaire.

XIV. SIGNATURE DE CONTRAT

Le contrat doit être signé sans réserve d'acceptation, de ratification ou d'approbation.

XV. PROLONGATION DE CONTRAT

Tout demande de considération pour des retards involontaires due à des troubles et autres inconvénients graves doivent être justifiées et approuvées par l'autorité compétente du projet par les voies et canaux de communication officielles avec confirmation de réception.

Toutefois, cela doit se faire sur une base prévisionnelle par rapport aux premières étapes d'exécution du projet.

CRS/Haïti se réserve le droit de prolonger le contrat à sa convenance avec l'accord du contractant sur la base d'un AVENANT pour une plus longue durée pour le besoin des travaux d'exécution avec les mêmes termes et conditions tel qu'initialement convenu.

XVI. RÉSILIATION DE CONTRAT

Par convenance : L'une des deux parties peut résilier le contrat moyennant le respect du préavis soit au moins trente (30) jours avant la date de la fin de contrat.

Par défaut : CRS/Haïti se réserve le droit de résilier le contrat au cas où le contractant ne respecterait pas ses engagements tel que décrit aux chapitres VI à VIII et/ou le chapitre XIII du présent document d'appel à proposition. Au cas où le contrat est résilié par défaut, CRS/Haïti payera toutes les factures impayées pour les travaux accomplis pendant que le contrat était encore en vigueur en tenant compte des pénalités tel que décrit au chapitre XIII. Cependant, CRS/Haïti ne payera pas les factures des travaux non accomplis selon les règles de l'art soumises par l'entreprise.

L'obligation pour le CRS de payer cesse ipso facto par l'interruption des travaux en cas de force majeure telle que la guerre ou l'insécurité intérieure, le tremblement de terre et toute autre cause génératrice d'effets similaires.

XVII. CONFLIT D'INTÉRÊT

Pour toute information relative à cet appel d'offre, il est conseillé aux intéressés d'envoyer un courriel à HT_CAY_Procurement@crs.org pour éviter tout conflit d'intérêt qui peut subvenir.

Aucun autre employé de CRS ne pourra contacter les intéressés en leur demandant quoi que ce soit en dehors des canaux officiels.

Aussi, les intéressés ne doivent pas inciter les employés de CRS à agir au nom de la compagnie, ou offrir aucun cadeau ou de l'argent comptant au cas où la compagnie gagnerait l'offre.

Aussi, il ne doit pas y avoir de lien sanguin entre ni le représentant juridique, ni son conjoint, ni l'employé de niveau gestionnaire de la compagnie ou de son conjoint à n'importe quel employé de CRS.

XVIII. MODALITES DE PAIEMENT

A. CALENDRIER DE PAIEMENT

Les montants dus en vertu du contrat seront facturés par l'Entrepreneur et payés par CRS selon les modalités suivantes :

Un paiement anticipé de 30% du prix du contrat sera effectué à la Date de début, à condition que l'Entrepreneur remette à CRS, au plus tard à la Date de début, **une garantie de paiement anticipé** sous le montant du contrat et de la part d'un tiers approuvé par CRS, qui sera d'un

montant égal au paiement anticipé et garantira ce montant en cas de défaut de l'Entrepreneur, et restera en vigueur jusqu'à ce que le paiement anticipé ait été remboursé par l'Entrepreneur.

Le paiement anticipé sera remboursé par l'Entrepreneur en 4 versements, qui seront déduits par CRS de chaque paiement échelonné à l'Entrepreneur jusqu'à ce que le paiement anticipé soit entièrement couvert.

Les paiements échelonnés pour les travaux doivent être faits à l'achèvement, et l'inspection satisfaisante par l'ingénieur chargé de la supervision des Travaux de CRS, pour chaque élément des Travaux indiqué sur le calendrier de paiement. L'Entrepreneur peut soumettre des factures pour les éléments des Travaux achevés au plus une fois toutes les trois semaines.

Tout écart par rapport au calendrier de paiement établi doit être demandé par écrit par l'Entrepreneur et approuvé par écrit par CRS. CRS déduira et procédera à une retenue d'un montant égal à 10% du montant indiqué sur chaque facture. La retenue de garantie sera utilisée en cas de défaut de l'Entrepreneur et pour remédier aux défauts éventuels constatés au cours du Délai de garantie. **Si aucun défaut n'est constaté pendant le Délai de garantie, le montant total de la retenue sera versé à l'Entrepreneur au plus tard 10 jours ouvrables après l'expiration du Délai de garantie ou la résolution**, selon le cas, conformément à la détermination de CRS ou au moyen du processus de résolution des litiges de tout défaut pour lequel CRS a fait une réclamation durant le Délai de garantie.

Un paiement final de 10% du Prix contractuel, incluant le solde des montants dus par CRS en vertu du contrat, doit être effectué au plus tard 10 jours ouvrables après l'expiration du Délai de garantie ou la résolution de tout défaut pour lequel CRS a fait une réclamation pendant le Délai de garantie. L'acceptation par l'Entrepreneur de ce paiement final sera considérée comme une renonciation et une décharge de toutes les réclamations par l'Entrepreneur en ce qui concerne le paiement du Prix contractuel ou les autres obligations de CRS, à l'exception seulement des réclamations inconnues découlant de fraude ou de fausses déclarations. Dans les plus brefs délais après le paiement final, l'Entrepreneur doit remettre tous les documents requis par la loi applicable ou raisonnablement demandés par CRS pour donner effet à la renonciation et la libération ci-dessus et pour démontrer que tous les paiements aux sous-traitants ont été effectués

B. SOUMISSION DES FACTURES

Les paiements ne seront traités qu'après présentation par l'Entrepreneur, et l'examen pour approbation par CRS, d'une facture accompagnée de tous les documents justificatifs.

Le contractant soumettra directement ou enverra par voie postale la facture à :

Représentante de CRS/Cayes
Catholic Relief Services – Haiti Program
Bergeau 6
P.O. Box HT 8110
Les Cayes, HAITI

OU par courriel : HT_Cayes_invoice@crs.org

Le contractant doit également indiquer un numéro de compte sur la facture auquel CRS/Haïti doit virer son paiement dans le cas où l'option paiement par virement bancaire est choisie.

L'entreprise portera le numéro de référence du contrat sur sa facture :

XIX. COMPOSITION DE L'OFFRE

Les soumissionnaires doivent répondre sans restriction technique stipulée dans le dossier et les offres doivent être conformes aux plans, aux descriptifs des travaux. L'attribution du marché se fera sur la base des résultats obtenus lors de l'analyse des offres techniques et financières.

L'offre technique
L'offre Financière

XX. L'OFFRE TECHNIQUE

A. Composition de l'offre technique :

- 1) La stratégie ou méthodologie d'exécution
- 2) La liste des CV de la firme
- 3) Le chronogramme d'activités incluant le plan de recrutement de la main d'œuvre locale (qualifiée, non qualifiée etc...)
- 4) La liste de matériels et équipements disponibles
- 5) Expériences de projet similaires avec coordonnées de références
- 6) Les notes de calcul au cas où cela s'applique. Prière de préciser tout calcul sous la base de prédimensionnements et abaques utilisés
- 7) Le profil de l'entreprise ou de l'entrepreneur
- 8) La patente et le quitus fiscal à jour
- 9) La carte d'identité professionnelle

XXI. L'OFFRE FINANCIERE

B. Composition de l'offre financière :

- 1) Un résumé détaillé suivant le format proposé du devis détaillé
- 2) La soumission d'un devis détaillé suivant le tableau
- 3) L'offre financière doit être énoncée en Dollar américain (USD)

XXII. CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES TECHNIQUES ET FINANCIERES

CRS va prendre en compte les aspects suivants dans le choix de l'entreprise :

L'Offre Technique		
ITEM	Point	Score
La stratégie et méthodologie d'exécution.	10	
La liste des CV de la firme (<i>voir le format proposé</i>).	10	
Le chronogramme d'activités incluant le plan de recrutement de la main d'œuvre locale (qualifiée, non qualifiée etc...)	15	
La liste de matériel disponible et technologie envisagée.	15	
Expériences de projet similaires avec coordonnées et références à l'appui.	10	
Plans détaillés des ouvrages et les notes de calculs. Prière de préciser tout calcul sous la base de prédimensionnement et/ou abaques utilisés (<i>au cas où cela s'applique.</i>)	20	
Le profil de l'entreprise ou de l'entrepreneur	10	
La patente et le quitus fiscal à jour.	5	
La carte d'identité professionnelle.	5	
Total.	100	

L'Offre Financière		
Item	Point	Score
Coût raisonnable de la proposition suivant le format proposé du devis détaillé.	60	
Ventilation et pertinence des prix proposés avec des notes explicatifs.	20	
Calendrier d'exécution incluant les différents responsables et coût y relatif.	20	
Total	100	

XXIII. TABULATION DES OFFRES

A. Tableau résumant l'évaluation de l'offre

#	Offres	Notes	Sur 100
1	Technique	0.65Xnotes	65
2	Financière.	0.35Xnotes	35
Moyenne.		Notes # 1+ notes #2	100

B. Notes Considération Générales

Le choix sera porté vers le moins « disant » et le meilleure « offre technique. » pour aucune raison que ce soit, CRS ne va pas choisir un entrepreneur si la qualité des travaux n'est pas garantie même si l'offre serait le moins offrant financièrement, l'offre technique prévaut. La réalisation de ce projet peut être scindée. Il sera attribué à une seule entreprise respectant les critères d'évaluation tels que définis dans le présent document sont respectées.

XXIV. SOUMISSION DES OFFRES

PRESENTATION DE L'OFFRE

- a) Il est recommandé de suivre le modèle partagé en **ANNEXE F** pour la présentation de l'offre
- b) Toutes les **pages des offres techniques et financières** du soumissionnaire doivent être **numérotées et signées**
- c) Les offres doivent être présentées en double (2) exemplaires (copie et original) dans 2 enveloppes séparées et sous plis cachetés
- d) Les enveloppes doivent mentionner le Nom de l'entreprise, l'adresse, les numéros de contact, et le numéro de référence de l'appel à proposition (**CRS_CAY_REL/WSH_FY22_002**)
- e) Les offres sous plis cachetés doivent contenir les documents suivants :
 - i. La présentation de l'entreprise
 - ii. Un document décrivant en détail l'offre technique
 - iii. Un tableau de devis décrivant l'offre financière et le délai de validité de l'offre en nombre de jours
 - iv. Le plan, les notes de calcul des matériaux et le chronogramme des activités

Toutes les offres doivent parvenir sous plis fermé au plus tard à CRS/Haïti le **lundi 25 avril 2022 à 14 heures**

Les offres doivent être acheminés directement et uniquement aux deux (2) bureaux de CRS/CAYES à l'adresse ci-dessous :

Aux Cayes : #11, Gabion des Indigènes, les Cayes, HT 8110.

Aux Cayes : Bergeau 6, au bureau de la CRS.

L'enveloppe principale contenant l'offre du soumissionnaire doit porter la mention :

Appel à proposition pour la remise en état et renforcement du SAEP au centre-ville de Camp Perrin Réf : CRS_CAY_REL/WSH_ FY22-002

Tous les documents relatifs aux annexes doivent être dûment signés par le représentant légal de l'entreprise.

Pour toutes les questions concernant cet appel à proposition OU pour manifester un intérêt pour la visite du site, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : ht_pap_procurement@crs.org

L'Administration de la CRS reste ouverte pour toutes les questions concernant les travaux à réaliser. Dans un esprit d'équité, CRS se réserve le droit, pour ces questions techniques en rapport au présent appel à proposition qui lui seront adressées par un ou des intéressé (s), de partager les réponses avec l'ensemble des candidats ayant participé à la visite obligatoire du site au par courriel.

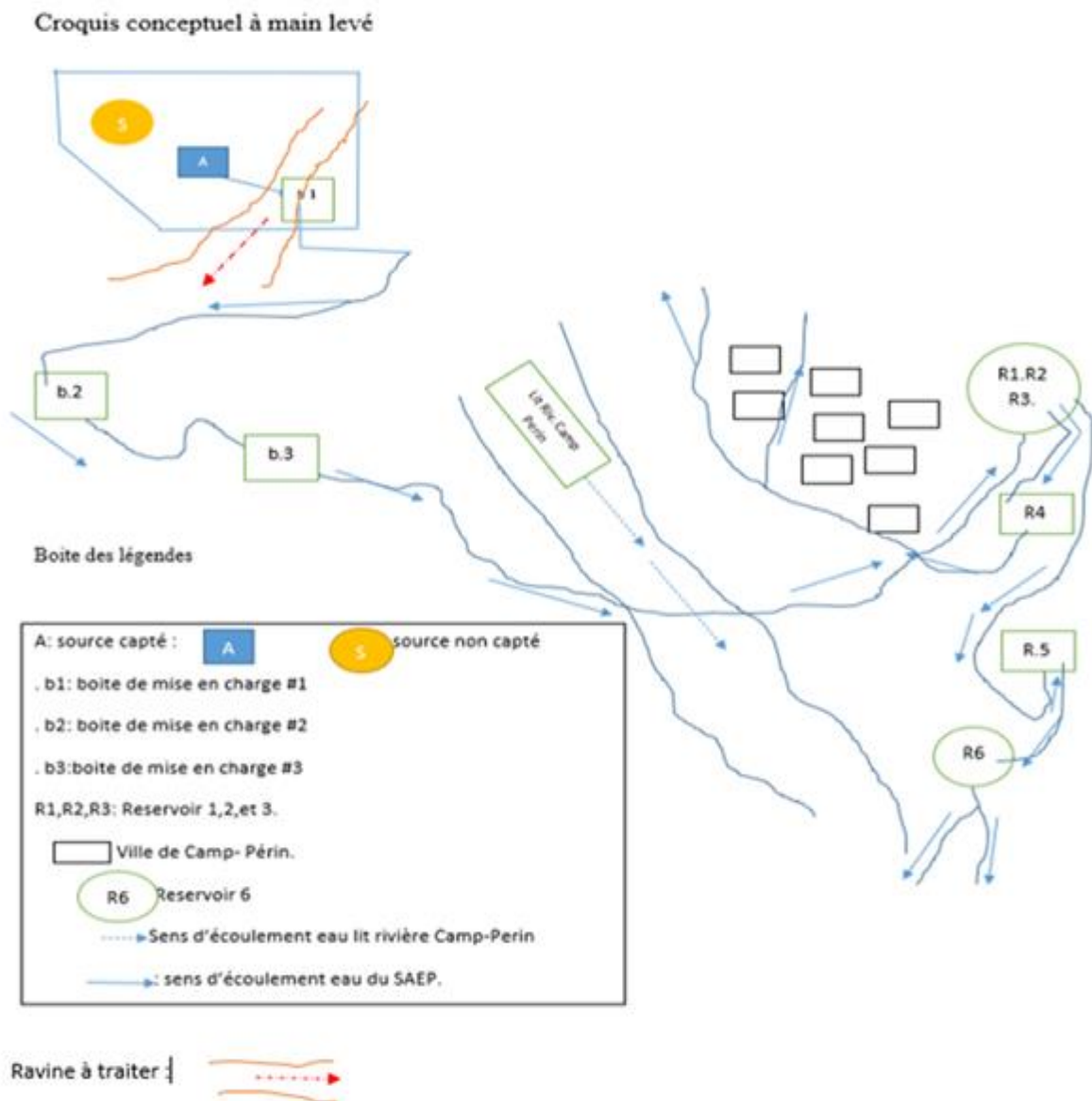
Date de lancement : Le 24 mars 2022

XXV. ANNEXE

A. DESSIN PLAN SAEP CAMP PERRIN

Croquis conceptuel du réseau CAMP-PERIN

✓ Distribution n'est pas prise en compte dans ce croquis



B. DEVIS DETAILLE SAEP CAMP PERRIN

**C. ANNEXE C.1- FORMULAIRE DE GARANTIE DE BONNE
EXECUTION ET FORMULAIRE DE GARANTIE DE
PAIEMENT ANTICIPÉ**

D. MODELE DE CV

E. CRS-CONTRACT FROM 001 BILINGUAL CONSTRUCTION

F. FORMAT DE PRESENTATION DE L'OFFRE